

Projet de recommandation de l'ARCEP sur la mise en œuvre de l'obligation de complétude des déploiements des réseaux en fibre optique jusqu'à l'abonné en dehors des zones très denses

Réponse d'Orange

Consultation publique
du 29 juin au 18 septembre 2015

Version publique

Contacts : affaires.reglementaires@orange.com

Liens vers la consultation :

http://www.arcep.fr/uploads/tx_gspublication/consult-proj-recommandation-complétude-juin2015.pdf

Question n°1. Les contributeurs partagent-ils la lecture de l'Autorité sur le fait que le PBO est en pratique le dernier point d'arrêt du réseau avant la construction du raccordement final et que son positionnement doit donc coïncider avec la notion de proximité immédiate des logements et locaux à usage professionnel ?

Orange partage la lecture de l'Autorité sur le fait que le PBO est en pratique le dernier point du réseau FTTH avant la construction du raccordement final.

Orange considère qu'il faut s'efforcer, dans le cas général, de faciliter le raccordement final et d'installer le PBO afin d'atteindre cet objectif. En pratique, sur le réseau FTTH déployé à ce jour par Orange, la longueur constatée des raccordements clients réalisés depuis des PBO extérieurs se situe autour de 100m. Cette distance moyenne permet de remplir le critère de proximité immédiate.

Question n°2. L'Autorité invite les contributeurs à s'exprimer sur l'analyse des 3 scénarios considérés ainsi que sur les deux paramètres retenus en conclusion, à savoir que deux câbles au plus peuvent cheminer sur un même tracé sur une distance supérieure à cent mètres.

Les raccordements longs présentent des contraintes lors de leur réalisation et il est souhaitable que la réglementation conduise à limiter leur occurrence.

Les 3 scénarios présentés par l'Autorité sont représentatifs de ce qui peut être rencontré sur le terrain.

S'agissant du scénario consistant à installer le PBO au niveau d'une intersection desservant plusieurs logements évitant le cheminement de plus de deux raccordements finals sur un tracé commun supérieur à 100 mètres, Orange estime que la distance de 100 mètres est difficilement vérifiable en pratique mais constitue une base raisonnable. En outre, pour faciliter les raccordements et éviter la pose de multiples raccordements longs en parallèle, Orange partage le principe d'installation du PBO au plus près des logements dès qu'il y a 3 logements à desservir.

Orange estime, par ailleurs, que, dans certains cas, la longueur des raccordements pourrait aller jusqu'à une longueur maximale de 400m en longueur réelle entre le PBO et le client final. Cette distance est justifiée par le fait qu'elle permet la réalisation du raccordement en une journée et par la longueur maximum de 500m des bobines de câbles de raccordement. Ce type de raccordement constituerait une nouvelle catégorie de branchement, les raccordements longs standards et seraient facturés sur la base d'une grille tarifaire prédéfinie.

Question n°3. Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur l'analyse de l'Autorité concernant la problématique des raccordements sur devis et les préconisations envisagées.

En appliquant les règles proposées ci-dessus par Orange, le nombre de raccordements sur devis pourrait être limité aux raccordements de plus de 400m et aux cas de difficultés techniques de raccordement (absence d'infrastructures, route à traverser, ...). La liste de ces difficultés de câblage client final (DCC) serait à définir dans le contrat d'accès.

Cette proposition nécessite, en revanche, pour les raccordements longs standards¹, l'ajout au contrat d'accès d'une catégorie de prix unitaire pour la première mise en service d'un câblage client final ainsi que la fixation d'un prix de référence et d'un plafond associé pour la détermination du droit de suite quel que soit le type de PB. Ce prix de référence constituerait également la référence pour déterminer les droits de suite applicables aux raccordements non standard faisant l'objet d'un devis.

Question n°4. Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur le caractère pertinent et efficace de l'identification éventuelle d'un nombre limité de logements comme étant raccordables sur demande, en anticipation d'une faible appétence à court et moyen terme pour les services à très haut débit. Le cas échéant, quels aménagements et/ou compléments serait-il pertinent de prendre en compte afin de garantir l'effectivité de l'obligation de complétude ?

L'objectif d'Orange lorsqu'il agit en tant qu'opérateur d'immeuble est bien de rendre raccordables 100% des logements et de réaliser la complétude des zones arrières de PM. Toutefois, Orange rejoint l'Autorité sur la possibilité qui pourrait être laissée à l'opérateur d'immeuble de différer la pose de certains PBO postérieurement au déploiement du réseau, éventuellement au-delà de l'échéance actuelle de 5 années après la pose du PM dès lors qu'aucune demande de raccordement des sites concernés ne lui serait transmise. En effet, suivant les zones desservies, il est plus efficace, afin d'optimiser les investissements FTTH, que l'installation du PBO permettant de raccorder certains logements ou sites professionnels (par exemple logements isolés, hangars ...) puisse être réalisée au-delà du délai de complétude de la zone arrière de PM considérée.

Question n°5. Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur les conséquences économiques à l'échelle d'un projet d'un nombre trop important de logements « raccordables sur demande » et sur l'opportunité de limiter la déclaration de logements « raccordables sur demande » par la définition d'un seuil maximal à l'échelle d'une zone, d'un PRDM ou bien d'un PM, et , le cas échéant, sur la valeur souhaitable de ce seuil.

En préambule à la réponse à cette question, Orange souhaite attirer l'attention de l'ARCEP sur le fait que l'expression « raccordable sur demande » est utilisée dans les conventions qu'Orange a signées avec les collectivités locales avec une signification et un contexte différents de la présente consultation. Il serait donc important, pour éviter toute confusion, qu'un autre terme soit retenu dans la future recommandation, par exemple « site raccordable avec pose de PBO différée ». Néanmoins, Orange a repris l'expression « raccordable sur demande » dans la suite de sa réponse à la présente consultation.

Orange rejoint l'Autorité sur la nécessité de limiter les PBO « raccordables sur demande » : un nombre trop important de PBO « raccordables sur demande » sur un PM donné serait l'illustration de l'inadéquation de l'implantation du PM ou de l'architecture de desserte retenue afin de déployer un réseau desservant potentiellement tous les locaux.

¹ Un raccordement long standard pourrait en première approche être défini comme un raccordement nécessitant une journée de tirage de câble sur le domaine public

En outre, dans tous les cas, la complétude de la couverture FTTh doit être prévue et tous les logements ou sites professionnels doivent être affectés à un PM même si le PBO n'est pas posé et le PM doit être dimensionné en conséquence.

Du point de vue économique, un nombre trop important de PBO dont l'installation serait différée dans le temps augmenterait fortement le coût de déploiement du réseau puisqu'il y aurait besoin d'intervenir ex post sur le réseau de manière plus fréquente. De plus, les opérateurs commerciaux ne disposeraient pas d'une bonne prévisibilité quant aux montants à cofinancer.

Orange considère que ce type de qualification doit donc se situer en deçà d'un certain pourcentage des lignes programmées à une maille pertinente pour les déploiements. A titre illustratif, si la maille correspondant à un lot de consultation^[1] était considérée comme la plus pertinente, le taux de « raccordables sur demande » par rapport aux logements programmés pourrait être limité à x% à l'échelle de chaque lot de consultation.

S'il est acquis que la valeur x devra rester faible, Orange n'est pas en mesure d'indiquer un chiffre précis dans le cadre de la présente réponse mais a lancé une étude sur la base des expériences recueillies lors des déploiements réalisés ou en cours. Cette étude devrait permettre de vérifier la maille pertinente d'analyse et de proposer la valeur du taux qui pourrait le cas échéant être différencié selon les zones géographiques, en fonction de certains critères objectifs pré-déterminés liés par exemple à la nature de l'habitat (taux de résidences secondaires, hangars isolés etc...).

Orange communiquera à l'ARCEP le résultat de cette étude dans les prochaines semaines.

Question n°6. Les contributeurs sont invités à s'exprimer sur le délai proposé pour encadrer le déploiement et la mise en service des PBO dont la pose aurait été différée à une demande effective d'accès au réseau.

Orange considère qu'il ne peut être écarté qu'une convention syndic soit nécessaire dans certains cas pour installer les PBO dans les immeubles, pour ce type de PBO « raccordable sur demande ». Dans ce cas, l'opérateur d'immeuble a 6 mois pour réaliser l'installation après la signature de celle-ci. Aussi, un délai similaire et unique de 6 mois serait plus cohérent avec ces pratiques, y compris en dehors des immeubles.

Par ailleurs, ce délai ne peut s'entendre que sous réserve de l'obtention des autorisations nécessaires pour l'implantation des PBO sur la voie publique.

^[1]Un lot est défini comme une partie d'une zone de cofinancement dans laquelle un opérateur a prévu de déployer des infrastructures de réseau FTTH et faisant l'objet d'une consultation préalable telle que prévue à l'article 5 de la décision n°2010-1312 de l'ARCEP.

En pratique, ce délai de 6 mois, dont le point de départ est une demande effective d'un opérateur commercial, ne peut pas démarrer avant que l'opérateur d'immeuble ait déclaré l'adresse « raccordable sur demande » dans le champ indiquant l'état de l'immeuble dans les flux d'échanges entre opérateurs. Cet état ne pourra être renseigné par l'opérateur d'immeuble qu'à partir du moment où le réseau FTTh sera déployé sur la zone considérée.

Cette évolution pourrait être prise en compte dans le cadre des travaux pilotés par Interop. Il s'agira d'étudier l'ajout d'un nouvel état « raccordable sur demande » dans le champ « état de l'immeuble » et de prévoir les délais nécessaires pour que chaque opérateur puisse l'implémenter. Ce champ intègre aujourd'hui l'information « raccordable » permettant d'indiquer que l'adresse est éligible aux commandes de raccordement final.

Dans ces conditions, les commandes de route optique ou de raccordement final sur des immeubles « raccordables sur demande » ne pourront être traitées qu'à partir du moment où l'opérateur d'immeuble aura déclaré ces logements « raccordables sur demande » dans ses flux d'informations.

Question n°7. Les contributeurs sont invités à faire part de leurs remarques sur les modalités de mise à disposition des informations relatives aux PBO déployés sur demande évoqués par l'Autorité.

En pratique, dans le processus de déploiement FTTh d'Orange, l'affectation d'un logement à un PBO n'est pas réalisée à la consultation. Aussi, il ne serait pas possible de réaliser la mise à disposition d'informations relatives aux PBO dès la consultation.

Orange propose la déclaration et la mise à disposition de cette information dans le cadre et au fur et à mesure du déploiement du réseau horizontal FTTh, dans le respect de la limite fixée pour ce type de raccordements. Les modalités pratiques sont à définir mais cela pourrait prendre la forme d'un commentaire formaté de type « raccordable sur demande prévu », dans les flux échangés, pour chaque adresse concernée.

Cette information sera complétée, comme décrit en réponse à la question 6, par l'ajout d'un nouvel état d'immeuble « raccordable sur demande », permettant les commandes de route optique ou de raccordement final à partir du moment où l'opérateur d'immeuble aura déclaré l'adresse « raccordable sur demande » dans ce champ.

Comme vu ci-dessus, cela nécessite des changements importants dans les échanges entre opérateurs et la mise en œuvre ne pourra pas être immédiate.

Question n°8. Les contributeurs sont invités à s'exprimer notamment sur les éléments pertinents qui pourraient être utilisés en vue d'évaluer l'appétence à court terme des clients potentiels pour les services à très haut débit sur fibre optique des clients finals.

Le critère d'appétence est théoriquement intéressant à utiliser en vue d'éviter des déploiements inutiles au moins à court terme mais se révèle impossible à caractériser dans la pratique.



Ceci nécessiterait de pouvoir qualifier de manière systématique, objective et vérifiable la demande des clients à un horizon de quelques années ; ceci s'avère impossible pour un opérateur qui déploie au vu des informations disponibles.

Dans ces conditions, Orange considère qu'il faut écarter un tel critère mais qu'il convient, par contre, de permettre à l'opérateur de reporter l'installation du PB, sur la base de sa connaissance du terrain et de l'architecture de son réseau sans nécessité de le justifier adresse par adresse, la proportion de logements « raccordables sur demande » devant rester inférieure à un certain seuil. Le respect de ce seuil de logements programmés, tel qu'exposé en réponse à la question 5, sur une zone donnée à un instant donné permettrait d'éviter à l'opérateur d'immeuble de fournir une justification adresse par adresse.